

Généralités



Transparence:

6 /100

(Score de l'indice sur le budget ouvert)



Participation du
Public:

0 /100



Contrôle
Budgétaire:

18 /100

À propos de l'enquête

Les décisions budgétaires des gouvernements - quels impôts prélever? quels services fournir? quel niveau d'endettement assumer? - ont une incidence sur l'égalité d'une société et le bien-être de ses habitants, notamment sur la possibilité pour les plus défavorisés d'avoir de réelles chances d'avoir une vie meilleure. Il est essentiel que les pouvoirs publics informent et fassent participer le public à ces décisions vitales qui ont un impact sur leur vie.

L'Enquête sur le budget ouvert (EBO) est le seul instrument de recherche indépendant, comparatif et factuel au monde qui utilise des critères internationalement reconnus pour évaluer l'accès du public aux informations budgétaires du pouvoir central, les possibilités formelles pour le public de participer au processus budgétaire national et le rôle des institutions de contrôle budgétaire telles que le corps législatif et l'auditeur dans le processus budgétaire.

L'enquête aide la société civile locale à évaluer et à s'entretenir avec son gouvernement sur la déclaration et l'utilisation des fonds publics. Cette 7^e édition de l'EBO couvre 117 pays.

Visitez le site <https://www.internationalbudget.org/open-budget-survey/> pour plus d'informations, notamment la méthodologie complète de l'EBO, le rapport mondial 2019, les résultats pour tous les pays étudiés et l'explorateur de données.

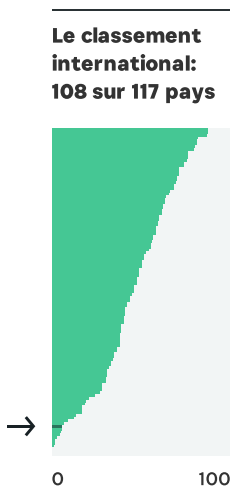


Transparence

Cette partie de l'EBO mesure l'accès du public aux informations sur la façon dont le pouvoir central collecte et dépense les ressources publiques. Elle évalue la disponibilité en ligne, la disponibilité à temps et l'exhaustivité de huit documents budgétaires clés en utilisant 109 indicateurs pondérés de manière égale et note chaque pays sur une échelle de 0 à 100. Un score de transparence de 61 ou plus indique qu'un pays est susceptible de publier suffisamment de documents pour favoriser un débat public informé sur le budget.

Le Liban a un score de transparence de 6 (sur 100).

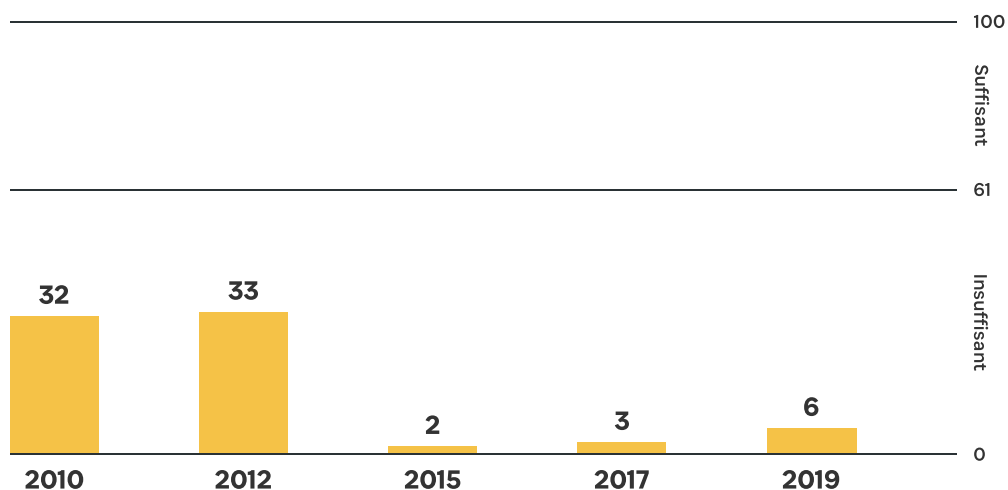
Liban: La transparence par rapport aux autres



Moyenne mondiale	45
Jordan	61
Egypt	43
Maroc	43
Tunisie	35
Saudi Arabia	18
Iraq	9
Liban	6
Algérie	2
Sudan	2
Qatar	1
Yemen	0

0 Insuffisant 61 Suffisant 100

Liban: Comment le score de transparence a-t-il évolué dans le temps ?



Liban: Disponibilité publique des documents budgétaires

- Accessible au public
- Publié en retard, ou non publié en ligne, ou produit pour usage interne uniquement
- ⊘ Non produit

Document	2010	2012	2015	2017	2019
Rapport préalable au budget	⊘	⊘	⊘	●	⊘
Projet de budget de l'exécutif	●	●	●	●	●
Budget approuvé	⊘	⊘	⊘	⊘	●
Budget des citoyens	⊘	⊘	⊘	⊘	●
Rapports en cours d'année	●	●	●	●	●
Revue de milieu d'année	●	⊘	⊘	⊘	⊘
Rapport de fin d'année	●	●	●	●	●
Rapport d'audit	⊘	●	⊘	⊘	⊘

*La Circulaire budgétaire n'est plus considérée éligible comme un Rapport préalable au budget en 2019.

Liban: Quel est le degré d'exhaustivité du contenu des principaux documents budgétaires qui sont mis à la disposition du public ?

- 61-100 / 100
- 41-60 / 100
- 1-40 / 100

Principaux documents budgétaires	Objectif et contenu des documents	Exercice budgétaire évalué	Note pour le contenu des documents
Rapport préalable au budget	Expose les paramètres généraux des politiques budgétaires avant le projet de budget de l'exécutif; présente les prévisions économiques, ainsi que les recettes, les dépenses et la dette prévues du gouvernement.	2019	Non produit
Projet de budget de l'exécutif	Soumis par l'Exécutif au Législatif pour approbation; détaille les sources de revenus, les allocations aux ministères, les changements de politique proposés, et d'autres informations importantes pour comprendre la situation budgétaire du pays.	2018	Usage interne
Budget approuvé	Le budget qui a été approuvé par le corps législatif.	2018	Publiés avec retard
Budget des citoyens	Une version plus simple et moins technique du projet de budget ou du budget approuvé de l'Exécutif, conçue pour transmettre les informations essentielles au public	2018	50
Rapports en cours d'année	Inclure des informations sur les recettes réelles perçues, les dépenses réelles effectuées et les dettes contractées à différents intervalles ; publiées trimestriellement ou mensuellement.	2017 & 2018	Publiés avec retard
Revue de milieu d'année	Une mise à jour complète de l'exécution du budget à partir du milieu de l'exercice budgétaire; comprend un examen des hypothèses économiques et une prévision actualisée des résultats budgétaires.	2018	Non produit
Rapport de fin d'année	Décrit la position des comptes du gouvernement à la fin d'année budgétaire et, idéalement, une évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs politiques du budget.	2017	29
Rapport d'audit	Publié par l'institution supérieure de contrôle des finances publiques, ce document examine la solidité et l'exhaustivité des comptes de fin d'année du gouvernement.	2016	Non produit

Le score de transparence du Liban de 6 dans l'EBO 2019 est proche par rapport à son score de 2017.

Qu'est-ce qui a changé en 2019?

Le Liban a accru la disponibilité des informations budgétaires de :

- Publication en ligne de Budget des citoyens.

Recommandations

Le Liban devrait donner la priorité aux actions suivantes pour améliorer la transparence budgétaire :

- Publication en ligne du Projet de budget de l'Exécutif, du Budget approuvé et des Rapports en cours d'année dans les délais.
- Produire et publier le Rapport préalable au budget, la Revue de milieu d'année et le Rapport d'audit en ligne en temps utile.
- Inclure des informations supplémentaires sur les dépenses ainsi que des données sur les résultats des politiques dans le rapport de fin d'année
- Améliorer l'exhaustivité du Budget des citoyens (BC) en le diffusant par des moyens de diffusion supplémentaires, en établissant des mécanismes accessibles pour identifier les besoins du public en matière d'informations budgétaires dans le BC et en publiant des BC pour les étapes supplémentaires du processus budgétaire



Participation du public

La transparence à elle seule ne suffit pas à améliorer la gouvernance. Une participation du public inclusive est essentielle pour obtenir les résultats positifs associés à une plus grande transparence budgétaire.

L'EBO évalue également les possibilités formelles offertes au public pour une participation significative aux différentes étapes du processus budgétaire. Elle examine les pratiques de l'Exécutif, du Législatif et de l'Institution Supérieure de Contrôle des finances publiques (ISC) du pouvoir central à l'aide de 18 indicateurs à pondération égale, alignés sur les principes de participation du public à la politique budgétaire ([Principles of Public Participation in Fiscal Policy](#)) de l'Initiative Mondiale pour la Transparence Budgétaire, et attribue à chaque pays une note sur une échelle de 0 à 100.

La note du Liban pour la participation du public est de **0** (sur 100).

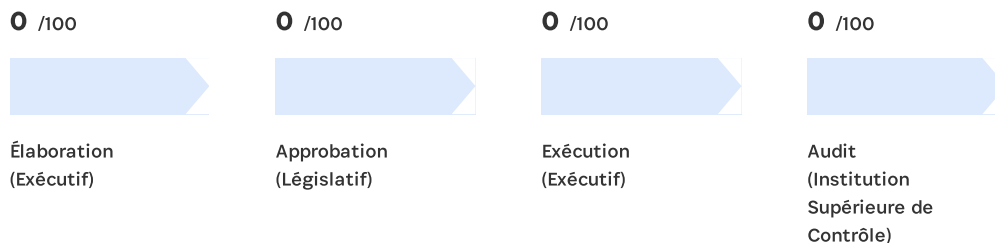
Liban: La participation du public par rapport aux autres

Moyenne mondiale	14
Tunisie	17
Egypt	15
Jordan	7
Maroc	6
Liban	0
Algérie	0
Iraq	0
Qatar	0
Saudi Arabia	0
Sudan	0
Yemen	0

0 Insuffisant 61 Suffisant 100

Pour plus d'informations sur les bonnes pratiques en matière de participation du public a travers le monde entier, veuillez consulter [ici](#) ↗.

Étendue des opportunités de participation du public au processus budgétaire



peu: 0 - 40; limité: 41 - 60; suffisant: 61 - 100

Recommandations

Pour renforcer davantage la participation du public au processus budgétaire, le Ministère des Finances du Liban devrait accorder la priorité aux actions suivantes :

- Mécanismes pilotes pour impliquer le public lors de l'élaboration du budget et pour le suivi de son exécution
- Faire participer activement les communautés vulnérables et sous-représentées, soit directement ou par l'intermédiaire des organisations de la société civile qui les représentent

Le Parlement du Liban devrait accorder la priorité aux actions suivantes:

- Permettre aux membres du public ou aux organisations de la société civile de témoigner lors des débats sur la proposition de budget avant son approbation.
- Permettre aux membres du public ou aux organisations de la société civile de témoigner lors des débats sur le rapport d'audit

La Cour des Comptes du Liban devrait accorder la priorité aux actions suivantes pour améliorer la participation du public au processus budgétaire:

- Mettre en place des mécanismes formels permettant au public de l'aider à développer son programme d'audit et de contribuer aux enquêtes d'audit nécessaires.

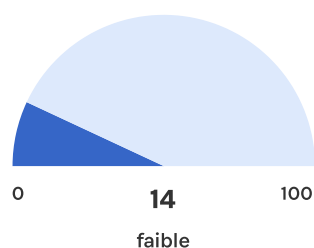


Contrôle budgétaire

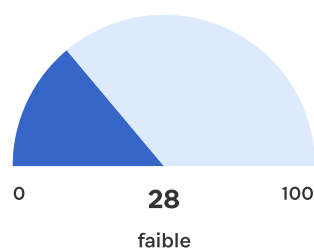
L'EBO examine également le rôle que jouent les législatures et les institutions supérieures de contrôle (ISC) dans le processus budgétaire et la mesure dans laquelle elles assurent le contrôle; chaque pays est noté sur une échelle de 0 à 100 sur la base de 18 indicateurs pondérés de manière égale. En outre, l'enquête recueille des informations supplémentaires sur les institutions budgétaires indépendantes (voir encadré).

Le pouvoir législatif et l'institution supérieure de contrôle des finances publiques du Liban exercent ensemble un contrôle faible au cours du processus budgétaire, avec un score composite de contrôle de **18** (sur 100). Pris individuellement, le degré de contrôle de chaque institution est indiqué ci-dessous :

Contrôle parlementaire



Contrôle de l'ISC



faible: 0 - 40; limité: 41 - 60; suffisant: 61 - 100

Recommandations

Le Parlement du Liban assure le contrôle faible pendant la phase de planification du cycle budgétaire et un contrôle faible pendant la phase d'exécution. Pour améliorer le contrôle budgétaire, les actions suivantes doivent être prioritaires :

- Le pouvoir législatif doit débattre de la politique budgétaire avant que le Projet de budget de l'exécutif ne soit déposée et approuver les recommandations pour le prochain budget.
- Le Projet de budget de l'exécutif doit être soumise au Législatif au moins deux mois avant le début de l'exercice budgétaire.

- Des commissions parlementaires doivent examiner le Projet de budget de l'exécutif et publier en ligne les rapports contenant leurs analyses.
- Le législateur doit approuver le Projet de budget de l'exécutif avant le début de l'exercice budgétaire.
- Une commission parlementaire doit examiner l'exécution du budget en cours d'exercice et publier des rapports avec ses conclusions en ligne.
- Dans la pratique, veiller à ce que le pouvoir législatif soit consulté avant que l'Exécutif ne transfère des fonds entre les unités administratives spécifiées dans le budget adopté au cours de l'exercice budgétaire, ne dépense des recettes imprévues ou ne réduise les dépenses en raison d'un déficit de recettes.
- Une commission parlementaire doit examiner le rapport d'audit et publier un rapport avec ses conclusions en ligne.

Pour renforcer l'indépendance et améliorer le contrôle par la Cour des Comptes du Liban, les actions suivantes sont recommandées :

- Veiller à ce que l'institution supérieure de contrôle dispose d'un financement adéquat pour remplir ses fonctions telles que déterminées par un organe indépendant (par exemple, le pouvoir législatif ou judiciaire).
- Veiller à ce que les processus d'audit soient examinés par une agence indépendante.

La pratique émergente consistant à créer des institutions budgétaires indépendantes

Le Liban ne dispose pas d'une institution budgétaire indépendante (IBI). Les IBI sont de plus en plus reconnues comme de précieuses sources d'informations indépendantes et non partisans pour l'Exécutif et/ou le Parlement pendant le processus budgétaire.

**Ces indicateurs ne sont pas notés dans l'enquête sur le budget ouvert.*

Méthodologie

- Seuls les documents publiés et les événements, activités ou développements qui ont eu lieu jusqu'au 31 décembre 2018 ont été évalués dans l'EBO 2019.
- L'enquête est basée sur un questionnaire rempli dans chaque pays par un expert indépendant sur les questions budgétaires:

Shireen Dandashly

Consultant

750 1st Street NE, Suite 700

shireen.dandashly@hotmail.com

- Pour renforcer davantage la recherche, le projet de questionnaire de chaque pays est également examiné par un expert indépendant anonyme, et au Liban par un représentant du Ministère des Finances.